

DÉBATS

La France des « somewhere » face à la France des « anywhere »

La pratique de l'anglais est un des éléments qui distinguent la population de nos grandes métropoles de celle qui vit dans la France périphérique.

GUILLAUME TABARD



Les plongées menées dans différentes régions nous ont permis de prendre la mesure des bouleversements ayant affecté le paysage électoral français au cours des dernières années. Après avoir constaté que le vieux cadastre politique semblait de plus en plus obsolète pour saisir la réalité du pays, il nous faut dans ce dernier chapitre tenter de décrire les nouvelles lignes de force qui structurent le champ politique de la France d'après. Si les lignes de clivage sont aujourd'hui nombreuses, conférant à notre pays la physionomie d'un archipel, l'une d'entre elles apparaît comme plus puissante que les autres.

Signe, parmi d'autres, de l'intégration poussée de la France dans une économie globalisée, on retrouve d'ailleurs cette ligne de faille dans bon nombre d'autres pays occidentaux. En Grande-Bretagne, elle a brillamment été théorisée par David Goodhart dans son livre *Les Deux Clans*.

L'essayiste décrit une société britannique polarisée entre les « people from anywhere » (« ceux de partout ») regroupant le public le plus à l'aise dans la globalisation, élite mobile résidant dans les grandes métropoles et ouverte aux différentes influences culturelles, et les « people from somewhere » (« ceux de quelque part »), correspondant à la partie de la population la plus attachée au cadre national et à sa région, mais également moins mobile et moins diplômée. David Goodhart insiste à juste titre sur l'ampleur de la fracture séparant ces deux populations tant en termes de niveau éducatif, de rapport à l'immigration et à la globalisation, de goûts culturels, d'attitude face au changement ou de degré d'attachement au cadre national.

En France, cette opposition a trouvé sa traduction politique dans le clivage entre le macronisme et le lepénisme, dont les représentants se sont affrontés au second tour de la présidentielle de 2017 et sont arrivés en tête lors des européennes de 2019. Et à de nombreuses occasions et sur différents sujets, cette opposition entre « somewhere » et « anywhere » hexagonaux s'est manifestée depuis 2017.

L'apprentissage de l'anglais au programme des municipales à Paris...

L'acquisition de la langue anglaise est devenue un enjeu majeur dans les foyers aisés et/ou diplômés, et cette tendance est encore renforcée dans le cœur de la métropole parisienne. Ce phénomène n'avait pas échappé à Benjamin Griveaux, candidat fugace de LREM lors des dernières élections municipales à Paris, qui avait intégré en bonne place dans son programme, l'objectif que tous les adolescents parisiens soient bilingues anglais à la sortie du collège : « *Paris, c'est une ville-monde. Maîtriser l'anglais à la fin du collège, c'est indispensable dans sa vie professionnelle, pour voyager, pour être pleinement intégré dans le monde* », déclarait-il.

À notre connaissance, c'est la première fois que dans une campagne municipale la maîtrise de l'anglais était affichée comme un objectif politique. Il n'est pas anodin que ce soit un représentant de LREM qui se soit emparé de ce sujet car l'électorat macronien comprend, notamment à Paris, une très forte population de cadres et de diplômés du supérieur, catégories très ouvertes sur l'international. Ces électeurs macroniens correspondent en tous points aux « people from anywhere » que Goodhart oppose aux « people from somewhere ». Mais si tout les oppose donc, ces deux composantes de la société britannique ont néanmoins quelque chose en commun : l'anglais, qui est leur langue maternelle mais également la langue internationale par excellence.

De ce point de vue, le clivage entre « somewhere » et « anywhere » pourrait bien à terme, en

France, se creuser davantage qu'en Grande-Bretagne ou aux États-Unis. Du fait de la tertiarisation des économies occidentales, les secteurs de la logistique (en lien avec l'import/export) et du tourisme fournissent de nombreux emplois peu qualifiés mais nécessitant souvent cependant un minimum de maîtrise de l'anglais. En Grande-Bretagne ou aux États-Unis, ces jobs peuvent être occupés par les « people from somewhere » locaux. En France, c'est moins évident. De la même manière, un jeune Britannique ayant grandi dans une famille ouvrière du Yorkshire ou des Midlands aura moins de difficultés culturelles et linguistiques à s'expatrier pour trouver un emploi dans l'anglosphère (États-Unis, Canada, Australie...) qu'un fils d'ouvrier de Lens ou d'Alès.

Les enfants des « somewhere » français n'ont, en effet, contrairement à leurs homologues britanniques et américains, pas hérité de la maîtrise de l'anglais à la naissance. Ce capital linguistique, les enfants des « anywhere » tricolores sont en train de l'acquérir à marche forcée pour ressembler à leurs alter ego d'outre-Manche et d'outre-Atlantique, avec qui ils ont vocation à être en compétition ou en relation dans un marché du travail des cadres supérieurs qui s'internationalise de plus en plus.

Toute chose étant égale par ailleurs, on pourrait faire le parallèle entre cette maîtrise et pratique de l'anglais par une élite cultivée et celles du latin au Moyen Age, langue internationale de l'époque, réservée aux clercs. Les lignes suivantes, écrites par Marc Bloch à propos de la fracture linguistique existant dans la société féodale, résonnent en effet fortement avec la situation actuelle.

« Certes, dans presque toute société, les modes d'expression varient, parfois très sensiblement, d'après l'emploi qu'on en désire faire ou selon les classes. Mais le contraste se borne ordinairement à des nuances dans l'exactitude grammaticale ou la qualité du vocabulaire. Il était ici incomparablement plus profond. (...) Si bien que le schisme linguistique se ramenait, en fin de compte, à l'opposition de deux groupes humains. D'une part, l'immense majorité des illettrés, murés, chacun dans son dialecte régional. (...) Sur l'autre rive, la petite poignée des gens instruits, qui oscillant sans cesse du parler journalier et local à la langue savante et universelle, étaient proprement bilingues. »

Dans ce contexte, le degré de connaissance et la fréquence de pratique de la langue anglaise constituent une nouvelle ligne de clivage socioculturelle mais également idéologique, dans la mesure où la maîtrise et la familiarité avec l'anglais sont liées au rapport que nous entretenons avec la globalisation. Ceux qui disposent d'un habitus international sont généralement assez à l'aise avec la mondialisation, quand ceux qui ne jouissent pas de cet habitus sont en moyenne

plus attachés au cadre national. Les électorats des deux forces politiques ayant dominé la dernière élection présidentielle et le scrutin européen de 2019, le macronisme et le lepénisme affichent d'ailleurs une familiarité avec la langue de Shakespeare très contrastée, le rapport à l'anglais synthétisant ces deux référentiels et visions du monde antagonistes. Ainsi, quand 35 % des électeurs d'Emmanuel Macron au premier tour de la présidentielle déclaraient comprendre et parler couramment ou assez bien l'anglais, cette proportion était pratiquement deux fois plus faible (19 %) parmi les électeurs de Marine Le Pen. De la même manière, quand 47 % des électeurs macronistes estiment que l'apprentissage des langues étrangères doit être une priorité à l'école, seuls 28 % des électeurs lepénistes partagent ce diagnostic. Enfin, quand 43 % des électeurs LREM regardent régulièrement ou de temps en temps des films ou des séries en anglais, ce n'est le cas que de 23 % des électeurs lepénistes.

... quand le localisme et la « démétropolisation » constituent le cœur de la doctrine du RN

Alors que Benjamin Griveaux incluait la maîtrise de l'anglais pour tous les collégiens dans son projet pour Paris, Marine Le Pen développait une tout autre vision du monde dans un discours qu'elle prononça le 12 janvier 2020. À deux mois du scrutin municipal, la leader du RN voulait fixer le cap stratégique tout en se livrant à un effort de théorisation, visant à préciser et à structurer la doctrine frontiste en matière d'aménagement du territoire. Il s'agit là d'un point important dans la mesure où la crise des « gilets jaunes », comme la géographie très singulière du vote RN (scores élevés voire très élevés dans toute une partie de la France périphérique versus une plus faible audience dans la plupart des grandes agglomérations) nous montrent que la dimension territoriale et le rapport à l'urbanité pèsent d'un poids de plus en plus déterminant sur le fait politique et électoral.

En digne héritière de son père, Marine Le Pen déroula bien entendu les classiques frontistes en mettant l'accent sur l'immigration et l'insécurité, thématiques devant être au cœur du programme des candidats frontistes dans leur ville respective. Mais parallèlement à ce petit vade-mecum du bon candidat RN, le discours prononcé par Marine Le Pen revêtait une véritable dimension doctrinale. Deux concepts servent de clés de voûte à la vision du territoire et de la société que la dirigeante du parti développa : le localisme et la démétropolisation. Le localisme figurait déjà en bonne place dans le programme du RN lors des européennes de 2019. Dans une économie globalisée dans laquelle les flux de marchandises (et leur lot de délocalisations) et d'individus ont très fortement augmenté, le localisme constituerait la réponse et l'alternative proposées par le camp des « patriotes ». Cette notion surfe aussi sur la

sensibilité grandissante de l'opinion à la problématique environnementale. Face à un projet de société reconfiguré par Amazon, Marine Le Pen oppose en quelque sorte la « France du BonCoin ». Le localisme façon Marine Le Pen se décline au plan de la citoyenneté (pouvoir aux maires et aux habitants plutôt qu'aux intercommunalités), économique (relocalisation des productions) mais aussi culturel (cf. le slogan : « *Faire de nos quartiers des villages* »). Ce localisme version RN fait l'éloge des traditions locales qu'il s'agit d'entretenir et de revivifier, tant au niveau de l'urbanisme et de l'architecture que de l'animation culturelle (c'est exactement la feuille de route suivie par un Robert Ménard à Béziers par exemple). Derrière le localisme, se dessine le concept de société enracinée. Le terme même d'enracinement revenait d'ailleurs à six reprises dans le discours de Marine Le Pen. Ceci n'est pas un hasard puisque le culte des racines et la critique symétrique des individus sans attache, apatrides et cosmopolites (on dirait aujourd'hui « mondialistes ») sont au cœur de la vision du monde portée par le courant de la droite nationaliste depuis toujours, cf. le titre d'un des plus célèbres livres de Maurice Barrès : *Les Déracinés*.

Ce projet de ré-enracinement présenté par Marine Le Pen vise à faire pièce au processus de métropolisation, vigoureusement dénoncé. La « métropolisation » est dépeinte comme une conséquence de la mondialisation au même titre que le « nomadisme ». La leader frontiste associe d'ailleurs les deux phénomènes : « (au cœur de la capitale, nous voyons) *des campements de tentes et de bâches, de véritables favelas de tôles et de cartons, des cohortes de gens venues du monde entier qui bivouaquent dans nos rues* ». Non seulement les métropoles déshumanisent, mais elles uniformisent les paysages partout sur la planète (« *Nous ne voulons pas que nos villes ressemblent par leurs immeubles de verre identiques et leur monotonie culturelle à n'importe quelle autre ville du monde* »), quand « *la densification des métropoles régionales assèche les territoires* ». Pour Marine Le Pen, l'univers des grandes métropoles concentre donc l'ensemble des menaces qu'il s'agit de combattre. Mais en dressant un portrait « *cauchemardesque* » (pour reprendre un de ses mots) des grandes métropoles « *mondialisées et nomadisées* », elle prend aussi acte de la faiblesse électorale de son parti dans le cœur des grandes agglomérations et indique clairement à ses troupes que les perspectives de conquêtes sont à rechercher à l'écart des métropoles, dans des villes petites et moyennes. La vision du monde portée par Marine Le Pen dans ce discours venait en quelque sorte s'aligner sur la réalité sociologique et géographique de son électorat, tout comme jadis la « ceinture rouge », constituée par les villes communistes en banlieue parisienne, incarnait le discours du PC se présentant comme l'émanation de la classe ouvrière.

Depuis l'émergence du FN dans le paysage électoral au milieu des années 1980, la géographie de ce vote a en effet évolué avec une forte érosion dans les principales métropoles et un

renforcement concomitant dans les zones périurbaines. Nous pouvons prendre par exemple le cas de Lyon et de la ville de Villefontaine, située dans le nord de l'Isère et distante de quarante kilomètres de la métropole lyonnaise, dont elle constitue une périphérie éloignée, pour illustrer ce phénomène de portée générale. Lors de l'élection présidentielle de 1988, le niveau du FN était identique à Villefontaine et à Lyon. Mais au fur et à mesure que Lyon s'est gentrifié et a renforcé son intégration à la mondialisation, pendant que Villefontaine confortait son statut de commune grand-périurbaine accueillant zones commerciales, entrepôts logistiques et lotissements, les trajectoires électorales vont diverger de plus en plus. Au premier tour de l'élection présidentielle de 2017, Marine Le Pen obtenait ainsi 14 points de plus à Villefontaine qu'à Lyon alors que cet écart de score était inexistant trente ans plus tôt, quand son père s'était présenté à l'élection présidentielle. Inversement, c'est à Lyon qu'Emmanuel Macron recueillait un meilleur score (30,3 %) virant en tête de tous les candidats et y surclassant Marine Le Pen de 21 points, quand cette dernière arrivait devant lui à Villefontaine (23,2 % contre 22,7 %).

Diesel versus Kérosène

Le sentiment d'appartenance et d'identification à différentes échelles territoriales n'est pas le même dans toutes les composantes de la société. Il constitue une ligne de clivage grandissante, sur laquelle le RN et LREM articulent leur discours en lui conférant ainsi une traduction électorale. Mais cette ligne de faille s'est également manifestée lors de la crise des « gilets jaunes ». Pour la très grande majorité d'entre eux, le cadre géographique et d'appartenance demeurait national voire local. On a ainsi pu observer de nombreux signes d'un attachement à la nation française avec le recours fréquent à *La Marseillaise* comme chant entonné dans les manifestations et l'omniprésence des drapeaux tricolores sur les ronds-points et dans les cortèges. Signe que ce mouvement différait sensiblement dans sa nature des traditionnelles mobilisations sociales et syndicales, les drapeaux rouges étaient très peu visibles. À l'inverse, à côté des bannières tricolores, les drapeaux régionaux étaient également très présents. Qu'il s'agisse des manifestations parisiennes ou régionales, partout flottaient les couleurs de la Bretagne, de la Flandre, de la Bourgogne ou bien encore la croix occitane ou le drapeau catalan.

La population qui s'est mobilisée et s'est reconnue dans ce mouvement vit principalement dans ce que le géographe Christophe Guilluy a appelé la France périphérique. Bien que divers, ce public a en partage à la fois un mode de vie mais aussi un rapport à l'espace. De manière pratique, ce mode de vie est organisé autour du déplacement individuel en voiture, outil indispensable mais également symbole de liberté et d'autonomie. Le durcissement de la

politique de sécurité routière et la hausse des prix des carburants sont, dans ce contexte, très douloureusement vécus comme une remise en cause de cet espace d'autonomie.

À ce titre, il est intéressant de relever qu'à côté du RIC (référendum d'initiative citoyenne), une des revendications qui connurent le plus de succès sur les ronds-points était celle consistant à demander à ce que l'on aligne la taxation du kérosène sur celle du diesel. Alors que la taxe carbone était légitimée par le gouvernement au nom de l'impératif environnemental, les « somewhere » jaune fluo exigeaient que l'aérien, moyen de transport illustrant jusqu'à la quintessence le mode de vie des « anywhere », soit lui aussi mis à contribution pour lutter contre le réchauffement climatique. En langage « gilets jaunes », cette revendication se traduisait souvent par : « *Qu'ils commencent d'abord à taxer le kérosène des avions que les bobos prennent pour partir en week-end au même niveau que le diesel que je mets dans ma voiture pour aller bosser tous les jours.* »

Incarnation symbolique s'il en est de cette opposition entre deux France, l'échange sur Facebook ayant opposé Jacline Mouraud à Emmanuelle Wargon. Le 18 octobre 2018, la première, qui allait devenir une égérie du mouvement des « gilets jaunes », postait depuis sa commune de Bohal (816 habitants dans le Morbihan, à 30 kilomètres de Vannes) un coup de gueule sur le fameux réseau social. Cette adresse au président de la République listant les taxes et les mesures ciblant les automobilistes, allait rapidement devenir virale et fut regardée près de cinq millions de fois en trois semaines. Cet écho spectaculaire amena le gouvernement à répondre. Ce qui fut fait par Emmanuelle Wargon le 4 novembre 2018, qui déclara notamment qu'il « *n'y avait aucun complot du gouvernement contre la voiture* ». Sa vidéo fut postée depuis Londres, où la secrétaire d'État rendait, pour le week-end, visite à son fils, étudiant dans la capitale britannique. Ce face-à-face par Facebook interposé a mis aux prises de manière archétypale deux populations : celle qui prend les ronds-points et celle qui fréquente les halls des aéroports et les gares TGV. Cette dernière se déplace sur de vastes distances entre métropoles et lieux touristiques et de villégiature. Pour elle, la majeure partie du territoire national n'est qu'un espace qu'on traverse à grande vitesse ou qu'on survole (les Américains de la côte Ouest et de la côte Est parlent du « fly over country » pour évoquer l'Amérique intérieure). La population, qui elle vit dans cette « France backstage » ou ce « pays qu'on traverse en TGV » (pour adapter l'expression américaine au contexte géographique français) entretient un tout autre rapport à son territoire. Les dernières lignes du livre de Nicolas Mathieu *Leurs enfants après eux* (Actes Sud) décrivent avec beaucoup de sensibilité ce lien charnel existant entre ces populations et les espaces qu'elles habitent et sillonnent en voiture : « *Anthony retrouva (...) une certaine qualité de lumière, onctueuse, quand juillet à Heillange retombait dans un soupir et qu'à la tombée du jour, le ciel prenait un aspect ouaté et rose. Ces*

mêmes impressions de soirs d'été, l'ombre des bois, le vent sur son visage, l'exacte odeur de l'air, le grain de la route familier comme la peau d'une fille. Cette empreinte que la vallée avait laissée dans sa chair. L'effroyable douceur d'appartenir. »

Soucieux de s'adresser à cet électorat de la France périphérique, Éric Zemmour se prononça en octobre dernier pour la suppression du permis à points (qualifié de « *racket organisé par l'État* »), et en faveur du retour aux 90 km/h. Et dans son opposition aux 30 km/h en ville, le presque candidat joua du clivage entre ces deux populations. Cette mesure était ainsi selon lui une « *chasse à la vitesse, menée par des bobos qui n'ont pas besoin d'aller vite puisqu'ils habitent au cœur des villes* ».

Quand la crise du Covid réactive la bataille des frontières

Comme on l'a vu, l'opposition entre « somewhere » et « anywhere » se décline dans le rapport que chacun entretient au territoire et dans les échelles d'appartenance plus ou moins vastes dans lesquelles ces groupes se placent. Dans ce cadre, le rapport aux frontières constitue un point de clivage particulièrement emblématique entre ces deux populations. La crise du Covid-19 a ainsi donné lieu à une opposition frontale entre les deux partis incarnant le mieux, au plan français, l'opposition « somewhere » / « anywhere ». Marine Le Pen a très tôt demandé la fermeture des frontières. La leader du RN déclarait ainsi le 26 février 2020 sur France Inter : « *Ceux qui viennent des foyers, comme la Lombardie, ne peuvent pas venir en France pendant un certain temps jusqu'à ce que l'épidémie soit jugulée.* » Les représentants du RN réclameront pendant toute la durée de la crise sanitaire, la fermeture des frontières extra comme intra-européennes. La majorité LREM s'est, quant à elle, arc-boutée sur le principe du maintien de l'ouverture des frontières dès le début de la pandémie. Olivier Véran indiquait ainsi le 23 février 2020 au JT de 20 heures sur France 2 qu'« *une fermeture de la frontière avec l'Italie n'aurait pas de sens* » alors même que le Covid provoquait des ravages dans le nord de l'Italie, à quelques kilomètres seulement de notre pays. Quelques semaines plus tard, le 12 mars 2020, soit quelques jours seulement avant l'instauration d'un confinement strict, qui allait limiter les déplacements des Français à un kilomètre de leur domicile, Emmanuel Macron se refusait à fermer les frontières car le virus « *n'a pas de frontière, pas de passeport* », son obsession étant d'« *éviter le repli nationaliste* ». De la même manière, lors de son allocution du 28 octobre 2020 annonçant le second confinement, le président de la République précisa : « *Les frontières intérieures de l'Europe demeureront ouvertes.* » Alors que dans le même temps les déplacements d'une région à une autre étaient interdits à l'intérieur du territoire national.

La fermeture des frontières avec nos voisins européens demeure un tabou ultime dans la

pensée macroniste, tabou qui ne peut que très difficilement être transgressé. Ainsi, quand fin décembre 2020, la situation sanitaire se dégrada dramatiquement en Grande-Bretagne du fait de la prolifération d'un nouveau variant extrêmement contagieux, le gouvernement français ne se résoudra à fermer les frontières avec la Grande-Bretagne que durant 48 heures. Cette décision fut prise de surcroît en accord avec nos partenaires européens pour ne pas être accusé de pratiquer une forme d'égoïsme national. Un changement de doctrine n'intervint que le 29 janvier 2021, quand Jean Castex annonça que les entrées sur le territoire national seraient interdites pour les personnes en provenance de pays extra-européens. Ce changement de pied ne fut que partiel car les frontières intra-européennes demeuraient ouvertes, l'entrée sur le territoire national nécessitant la présentation d'un test PCR négatif.

Durant cette période, la question du contrôle aux frontières a également mis aux prises le camp macroniste avec d'autres personnalités politiques que des membres du RN. Invité de la matinale de France Inter le 2 décembre 2020, le député Insoumis de la Somme, François Ruffin déclara : « *Je suis favorable aux retours des frontières sur les capitaux, les marchandises et les personnes. (...) Les frontières ne sont pas quelque chose de négatif, elles permettent de se construire.* » La riposte ne se fit pas attendre et François Ruffin essuya immédiatement un tir de barrage des responsables de LREM, dont Benjamin Griveaux qui twitta « *D'un extrême à l'autre. Au moins, les choses sont claires. Un nouveau rideau de fer, voilà le projet liberticide de F. Ruffin pour la France et l'Europe. L'universalisme des frontières est attaqué de toutes parts. Ne cédon rien aux vrais ennemis de la liberté.* » Ce tweet était suivi du hashtag #RougeBrun, pour dénoncer une collusion entre la gauche insoumise et le RN. Par-delà, la dimension tactique et politicienne de cette réaction vis-à-vis d'un adversaire, les propos de Benjamin Griveaux renseignent sur l'imaginaire politique de LREM, imaginaire dans lequel une Europe sans frontière (cf. la référence au « nouveau rideau de fer ») occupe une place centrale, alors que Marine Le Pen et Éric Zemmour sont porteurs d'une vision totalement opposée.